

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SEPUR (Le Pont Cailloux)

ZA du Pont Cailloux
Route des Nourrices
78850 Thiverval-Grignon

Code AIOT : 0006506947

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SEPUR (Le Pont Cailloux) implanté LE PONT CAILLOUX Les Gravières du Bel Air 78850 Thiverval-Grignon. L'inspection a été annoncée le 22/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale "Méthanisation 2781 - Action nationale 2023". Le contexte de développement des méthaniseurs sur le sol national dont le développement sera accéléré dans les années à venir requiert une vigilance particulière pour éviter la survenue d'accident dans ces installations souvent dus à des pertes de confinement (gaz, liquides, semi-liquides, etc).

Les objectifs de cette action nationale dont le but principal est de limiter les fuites dans les installations de méthanisation permettent de vérifier l'étanchéité des équipements contenant du gaz, la conformité des canalisations, les mesures de destruction de biogaz et des raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane, etc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPUR (Le Pont Cailloux)
- LE PONT CAILLOUX Les Gravières du Bel Air 78850 Thiverval-Grignon
- Code AIOT : 0006506947
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEPUR DMS réalise des activités de micro-méthanisation avec une capacité maximale de traitement de biodéchets de 6 tonnes par jour. Les biodéchets intégrant ce procédé de méthanisation proviennent essentiellement de la restauration (privée ou publiques) générés dans le département des Yvelines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion et limitation de fuites de biogaz ;
- contexte administratif de l'exploitation ;
- procédure et consigne de gestion d'accident.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Consignes d'exploitation à prendre en cas de fuite de gaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Décret du 06/06/2018, article Annexe	/	Sans objet
2	Epuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47 bis	/	Sans objet
3	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	/	Sans objet
6	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	/	Sans objet
7	Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	/	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30, sauf :- point I, alinéa 5, dernière phrase	/	Sans objet
10	Collecte des eaux pluviales,des écoulements pollués et des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Sans objet
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 44	/	Sans objet
12	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19	/	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21, alinéa 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté deux non-conformités mineures. La présence d'une personne dédiée à la gestion du mico-méthaniseur a été constatée par l'Inspection des installations classées. Ladite personne semble connaître et maîtriser les enjeux liés à la gestion de ce type d'activité.

L'équipe d'inspection encourage cependant l'exploitant à formaliser l'ensemble des procédures de gestion et de contrôle du micro-méthaniseur afin de valoriser des actions non consignées à ce jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classement et régime ICPE applicables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées Rubriques : 2781 4310
Constats : D'après les bilans présentés, la quantité journalière traitée de biodéchets oscille entre 2 et 3 t/j. Ce tonnage respecte le seuil autorisé pour ce site (6 t/j) et est bien en deçà des quantités du seuil du régime d'autorisation (100 t/j). L'exploitant est invité à fiabiliser la saisie de ses bilans d'activités notamment sur les quantités de déchets entrants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Epuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm ³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ; -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm ³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
Constats : Le biogaz produit est uniquement valorisé par cogénération (production électrique pour revente sur réseau et production de chaleur en interne). Pas d'épuration effectuée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, une information de risque appropriée doit être réalisée et une ventilation appropriée doit être installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
Constats : Les différentes tuyauteries de l'installation sont en PVC. Aucun des tuyaux ne passe dans des zones confinées. Des détecteurs d'H ₂ S et CH ₄ sont répartis dans les différents conteneurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. [...] Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
Constats : Une torchère a été installée en cas d'indisponibilité du système de cogénération. Le basculement du traitement du biogaz par torchage s'effectue manuellement via la procédure "gestion d'une alerte". L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'aucun torchage n'a été réalisé depuis la mise en fonction de l'unité de micro-méthanisation. Il est demandé d'explicitier davantage la procédure associée à l'usage de la torchère et de produire une procédure écrite sur cet usage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation à prendre en cas de fuite de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;— l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ;— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;— les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;— les modes opératoires ;— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;— les instructions de maintenance et de nettoyage ;— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : Les digesteurs et installations de cogénérations sont situés en extérieur avec un accès restreint. Les consignes sont systématiquement affichées dans les procédures associés à l'activité. L'équipe d'inspection constate que ces consignes ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel au bord de l'unité de micro-méthanisation
Non-conformité n°20230406 – NC – 1 Au regard de la non-conformité relevée par l'équipe d'inspection concernant l'absence d'affichage des consignes d'exploitation dans les zones fréquentées par le personnel il est demandé à l'exploitant de procéder à cet affichage dans le local technique et à proximité des digesteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p>
Constats : L'exploitant a présenté son plan de maintenance et d'entretien ainsi que ses équipements de surveillance et supervision. Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- d'établir une procédure écrite concernant les opérations de prévention des fuites (via les outils de supervision, le contrôle par eau savonneuse,...)- d'actualiser les périodicités indiquées dans le tableau des opérations- d'ajouter à son programme de maintenance la surveillance de l'étanchéité des trous d'hommes équipant chaque digesteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Un gardien est présent en permanence sur site. Une astreinte 24h/24h est mis en place en interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.
Constats : L'exploitant a défini une zone ATEX à proximité immédiate des digesteurs. L'équipe d'inspection constate l'absence de marquage zone ATEX à proximité des soupapes de chacun des digesteurs. L'exploitant précise pourtant qu'une zone ATEX d'environ 1 mètre de diamètre a été identifiée. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de procéder au marquage adéquat de cette zone.
Non-conformité n°20230406 – NC – 2 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, l'exploitant mettra en place le marquage renseignant la présence de zone ATEX à proximité des soupapes des digesteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30, sauf :- point I, alinéa 5, dernière phrase
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution (...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard (...) facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.</p> <p>II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges (...) et limiteurs (...) est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. -une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé. L'exploitant s'assure (...) de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. <p>IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses (...) est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche (...) couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches (...) sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.
Constats : Les équipements sont installés dans une zone isolable en cas de fuite. Le digestat est stocké dans une cuve installée sur une benne placée sur la plateforme isolable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles.</p> <p>Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p> <p>L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre</p>

dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats : Le site est muni de deux réseaux d'eaux pluviales indépendants aménagés sur l'ensemble des installations SEPUR.

Les eaux pluviales de toitures, non polluées, sont récupérées dans une réserve d'un volume de 800 m³, enterrée sous le local technique. L'eau de cette réserve est utilisée pour le nettoyage des véhicules de l'exploitation. L'aire de lavage des véhicules est équipée d'un dégrilleur automatique. Un trop plein y est intégré afin de permettre un déversement au niveau du collecteur des eaux pluviales de voirie le cas échéant.

Les eaux pluviales de voirie, susceptible d'être polluées par la présence d'hydrocarbures ou d'huiles provenant des véhicules présents sur le site, sont collectées par un réseau spécifique raccordé à un bassin tampon étanche d'un volume de 1 700 m³. Ce bassin est équipé d'une surverse avec limiteur de débit à 5 l/s renvoyant les eaux en excès dans un séparateur d'hydrocarbures se déversant ensuite dans un collecteur de rejet vers le ru de Maldroit.

L'exploitant précise que depuis 2018 des travaux de traitement des eaux par phytoépuration, terminés à ce jour, ont été menés. Ces travaux ont permis la mise en place d'un traitement primaire des eaux de voiries par filtre végétal planté ainsi qu'un traitement secondaire par radeau végétalisé.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection sa fiche de procédure référence "C-S-Gestion d'un déversement accidentel-METHA" relatant les actions à déployer pour permettre une gestion optimale de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 44
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à l'article 39 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p> <p>Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection sa fiche "Déversement accidentel" de référence "C-S-Gestion d'un déversement accidentel-METHA" relatant les différentes actions à entreprendre en fonction de l'ampleur du déversement.</p> <p>En cas de petit déversement de digestat (inférieur à 500 litres) un nettoyage au jet d'eau est réalisé. Ces eaux sont évacuées dans la fosse de réception extérieure grâce aux canalisations situées le long des digesteurs. Elles sont ensuite réinjectées dans les trémies d'alimentation du dilacérateur après avoir été stockées provisoirement dans la fosse de stockage d'un mètre cube située dans le bâtiment technique. Le transfert de la fosse extérieure vers la fosse du bâtiment technique est assuré par une pompe de relevage dont le bouton de mise en marche se trouve à côté de la fosse extérieure.</p> <p>En cas de grand déversement (supérieur à 500 litres) pouvant se produire consécutivement à des déversements des digesteurs ou à la suite d'une rupture de la citerne de stockage provisoire du digestat l'exploitant présente ces procédures de gestion à l'équipe d'inspection.</p> <p>En cas de déversement du digestat contenu dans les digesteurs (supérieur à 5 m3) l'exploitant réalise un pompage du digestat directement dans les digesteurs via la grille de l'évent d'aération. Les digesteurs possèdent une capacité maximale de remplissage de matière d'environ 17,5 m3. En cas de déversement, le digestat remplira la partie vide du digesteur. La capacité de rétention des conteneurs accueillant les digesteurs est de 25 m3 chacun.</p> <p>La seconde procédure (rupture de la citerne de stockage provisoire de digestat) est présentée à l'équipe d'inspection et s'applique comme présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fuite de la citerne : le digestat sera confiné dans la benne puis pompé à l'aide d'un camion hydrocureur pour être réintégré dans la fosse interne d'alimentation de la trémie. Le digestat épandu au sol est nettoyé et dirigé vers la fosse de rétention extérieure puis réinjecté vers la fosse d'alimentation de la trémie. - Fuite durant le transport : le digestat sera contenu dans la benne de 15 m3 qui sera vidée directement sur l'aire de compostage et nettoyée à l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations ou zones occupées par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.
Constats : Les digesteurs et équipements de cogénération sont installés en extérieur. Les conteneurs abritant les digesteurs sont munis de plusieurs espaces d'aération.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21, alinéa 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transversal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.
Constats : L'exploitant informe l'équipe d'inspection que l'ensemble des installations électriques de son installation de méthanisation est relié à un groupe électrogène de secours. Ce dernier assure l'alimentation des différents dispositifs de sécurité en cas de coupure de l'alimentation principale de l'unité de méthanisation. Par ailleurs, le dernier rapport de contrôle électrique a été transmis en amont de l'inspection. La vérification effectuée le 13/02/2023 par la société CTE a conduit à formuler quelques remarques (adéquation schémas/réalisation). L'exploitant est invité à mettre en place les actions visant à solder les remarques effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet